



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 23 décembre 2003 (08.01)
(OR. en)**

16378/03

**COPEN 140
EJN 22
EUROJUST 26**

NOTE DE TRANSMISSION

Origine :	M. Hugh BOYLE, Ministère irlandais de la justice, de l'égalité et des réformes législatives
Date de réception :	23 décembre 2003
Destinataire :	M. Hans G. NILSSON, Secrétariat général du Conseil
Objet :	Mise en œuvre du mandat d'arrêt européen

Je vous informe que le projet de loi de 2003 sur le mandat d'arrêt européen a été adopté par les chambres du Parlement irlandais et attend d'être signé par le président. Cet acte législatif transposera, le 1^{er} janvier 2004, dans le droit irlandais la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen. Le texte de la loi de 2003 sur le mandat d'arrêt européen sera communiqué au Secrétariat général du Conseil en janvier 2004 comme le prévoit l'article 32 de la décision-cadre.

Conformément aux dispositions de la décision-cadre, l'Irlande souhaite fournir les informations suivantes:

Information au titre de l'article 6, paragraphe 3

En Irlande, les autorités judiciaires d'émission sont le tribunal de première instance (District Court), le tribunal répressif itinérant (Circuit Criminal Court), la Haute Cour (High Court) et le tribunal répressif spécial (Special Criminal Court).

L'autorité judiciaire d'exécution irlandaise est la Haute Cour (High Court).

Information au titre de l'article 7, paragraphe 2

L'autorité centrale désignée par l'Irlande aux fins de la décision-cadre est le ministre de la justice, de l'égalité et des réformes législatives.

Adresse:- Mutual Assistance and Extradition Division (Division de l'entraide judiciaire et de l'extradition), Department of Justice, Equality and Law Reform (ministère de la justice, de l'égalité et des réformes législatives), 72 - 76 St. Stephen's Green, Dublin 2, Irlande.

Tél.:- + 353 1 6028589, 6028535, 6028605

Télécopie:- + 353 1 6028606

Information au titre de l'article 8, paragraphe 2

La législation irlandaise prévoit que lorsque le mandat d'arrêt européen est établi dans une langue autre que l'irlandais ou l'anglais, une traduction en irlandais ou en anglais dudit mandat doit être transmise à l'autorité centrale irlandaise en même temps que le mandat d'arrêt européen.

Information au titre de l'article 25, paragraphe 2

L'autorité chargée de recevoir les demandes de transit est l'autorité centrale irlandaise, à savoir le ministre de la justice, de l'égalité et des réformes législatives.

Adresse:- Mutual Assistance and Extradition Division (Division de l'entraide judiciaire et de l'extradition), Department of Justice, Equality and Law Reform (ministère de la justice, de l'égalité et des réformes législatives), 72 - 76 St. Stephen's Green, Dublin 2. Irlande.

Adresse:- Department of Justice (ministère de la justice), 72 - 76 St. Stephen's Green, Dublin 2, Irlande.

Tél. :- + 353 1 6028589, 6028535, 6028605

Télécopie:- + 353 1 6028606

L'Irlande ne compte pas effectuer de notifications au titre de l'article 27, paragraphe 1, et de l'article 28, paragraphe 1, de la décision-cadre.

(formule de politesse)

(signé) Hugh BOYLE
